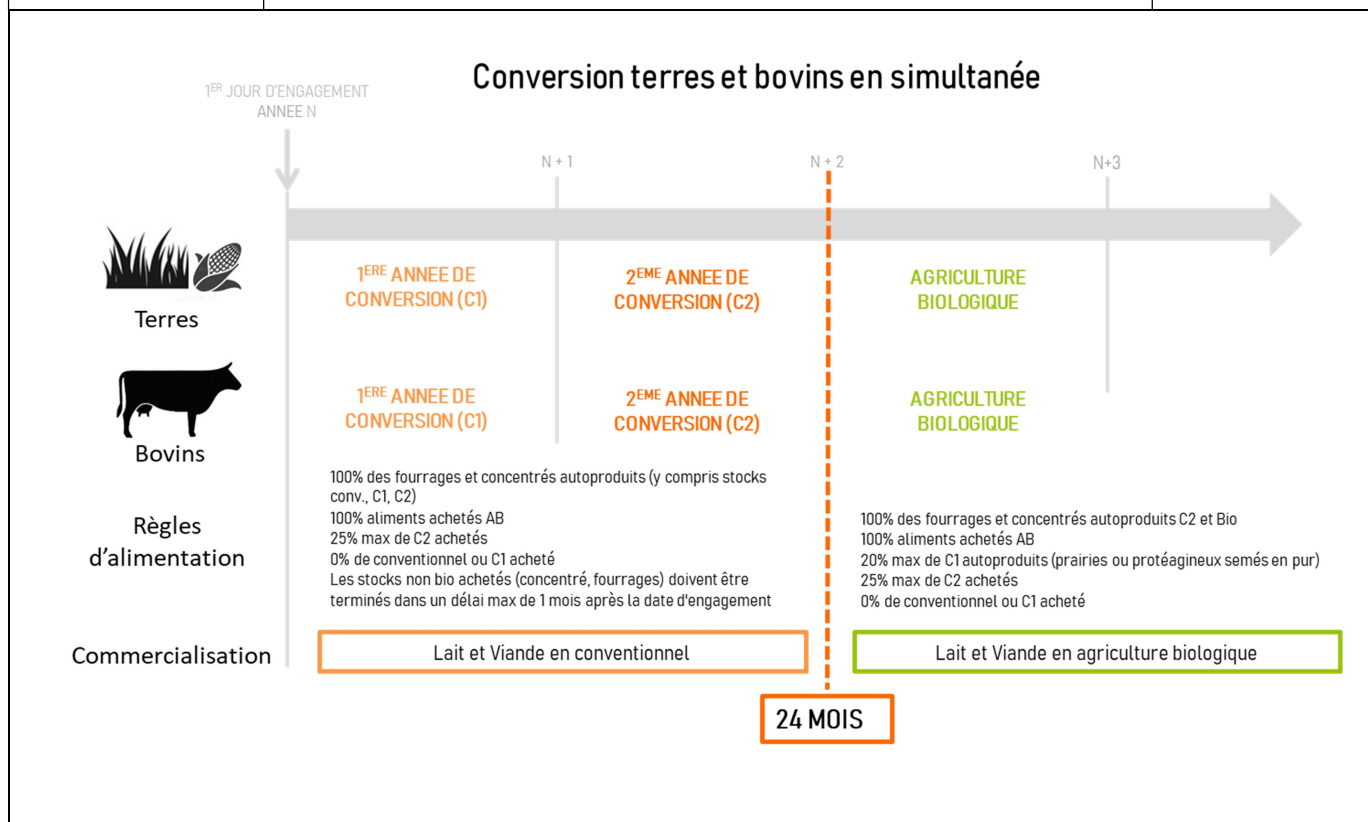


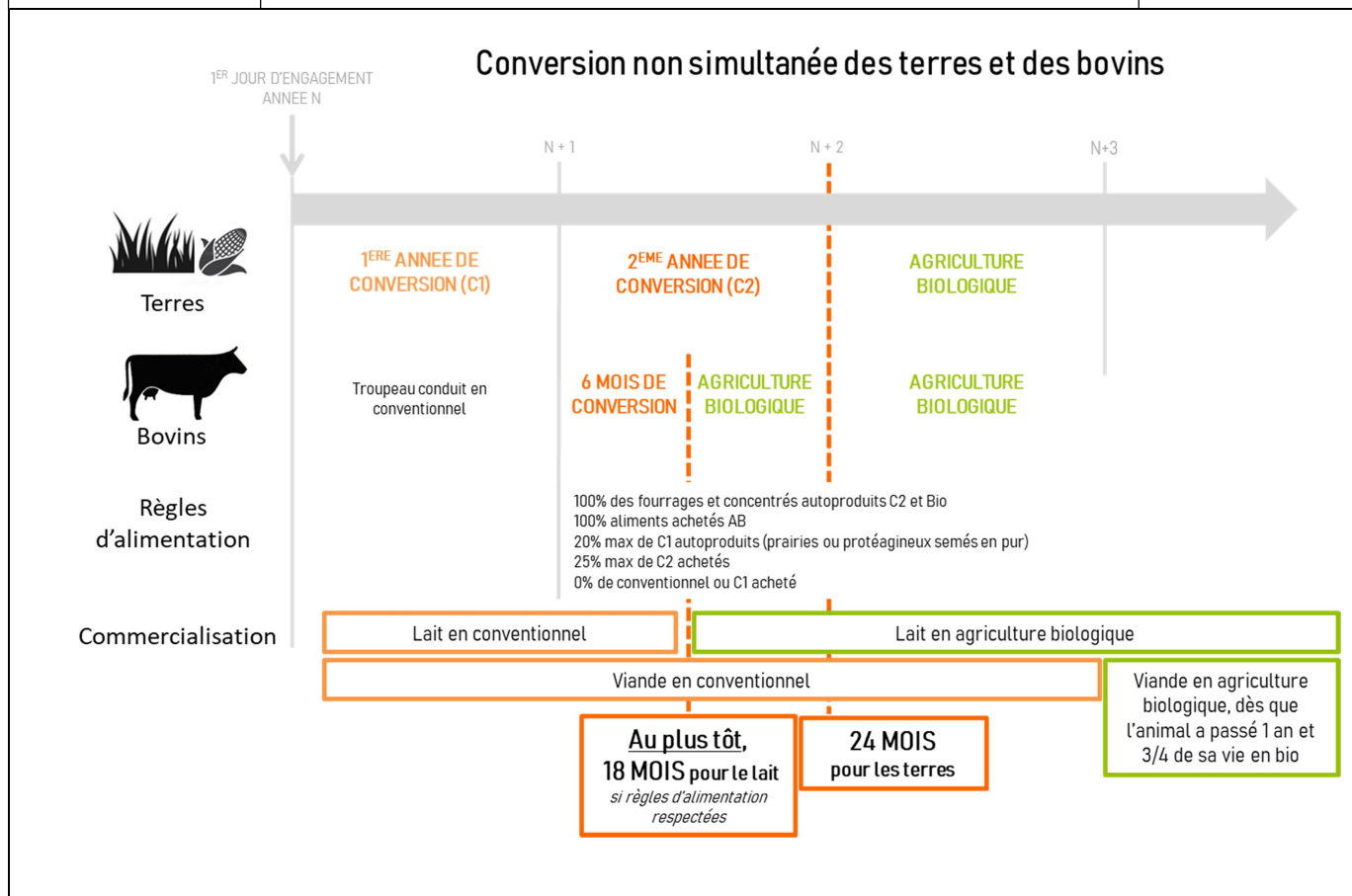
Les principaux changements réglementaires sont surlignés en gris
RUE = Règlement Union Européenne
GL = Guide de Lecture INAO

Conversion

Thème	Contenu du cahier des charges	Référence réglementaire
Conversion des animaux	6 mois pour les animaux destinés à la production laitière 12 mois pour les animaux destinés à la production de viande et $\frac{3}{4}$ de vie en bio	RUE 2018/848 Annexe II Partie II § 1.2.2
Conversion simultanée	L'ensemble du cheptel et des terres sont en conversion simultanément dès l'engagement de l'exploitation en agriculture biologique. Dans ce cas, la conversion dure 24 mois pour l'ensemble des animaux (lait et viande) et des terres.	RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.2



Conversion non simultanée	<p>La conversion des terres et des animaux se fait en deux temps :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La conversion des terres dure 24 mois, - La conversion des animaux peut commencer au plus tôt à partir de la 2^{ème} année de conversion des terres (C2) <p>La conversion des animaux dure 6 mois pour le lait et 12 mois + ¾ de la vie en bio pour la viande.</p>	RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.2.2
----------------------------------	--	--




Troupeau

Thème	Contenu du cahier des charges	Référence réglementaire
Mixité bio/non bio	<p>La mixité est autorisée en élevage sous conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Espèces différentes - Séparation claire et effective entre les unités bio et non bio 	RUE 2018/848 Préambule (19) Article 9 §7
Achat d'animaux non bio	<p>La prise en compte des disponibilités en animaux bio après consultation de la Base de données spécifique constitue un préalable à toute dérogation par l'INAO pour l'introduction d'animaux non bio. En cas de renouvellement du troupeau, après consultation de la Base de données spécifique</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'introduction de mâles pour la reproduction est autorisée - L'introduction de femelles est autorisée uniquement dans le cas de femelles nullipares (génisses) destinées à la reproduction, et dans la limite de 10% du cheptel adulte. - Si le troupeau compte moins de 10 bovins, le renouvellement est limité à 1 animal non bio par an. <p>En cas d'extension importante de l'élevage, changement de race, nouvelle spécialisation du cheptel, le pourcentage de femelles nullipares non bio destinées à la reproduction est porté à 40% .</p>	RUE 2018/848 Préambule (26) et (41) Annexe II Partie II §1.3 GL



Achat d'animaux non bio	Dans le cas d'une constitution de troupeau , après consultation de la Base de données spécifique, il est possible d'introduire des bovins pour la reproduction si leur âge est inférieur à 6 mois. Dans le cas des races menacées : les femelles introduites pour la reproduction ne doivent pas nécessairement être nullipares.	
Les effluents d'élevage	La quantité totale d'effluents d'élevage, en lien avec la directive Nitrates, ne doit pas dépasser 170 kg d'azote/an/ha de SAU Les effluents d'élevage bio doivent être épandus sur des terres bio. Les matières organiques utilisables en bio sont détaillées dans la fiche productions végétales grandes cultures et fourrages	RUE 2018/848 Préambule (40) Annexe II Partie I §1.9.4 §1.9.5


Alimentation

Thème	Contenu du cahier des charges	Référence réglementaire
Autonomie alimentaire 	La ration annuelle est constituée d'au moins 60% d'aliments produits sur l'exploitation. A compter du 1er janvier 2024 ce pourcentage sera porté à 70%. Si cela n'est pas possible, ces aliments peuvent être produits en coopération avec d'autres fermes biologiques ou opérateurs du secteur de l'alimentation animale biologique situées dans la même région ou à défaut du territoire national. Au moins 60 % de la matière sèche composant la ration journalière provient de fourrages grossiers frais, séchés ou ensilés. Ce chiffre peut être ramené à 50 % pour une période maximale de 3 mois en début de lactation.	RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.9.1.1 GL
Aliments C2	L'incorporation, dans la ration alimentaire, d'aliments C2 achetés, est autorisée à hauteur de 25 % de la ration annuelle (en % de matière sèche). Lorsque les aliments C2 sont produits sur l'exploitation, ils peuvent représenter 100 % de la ration. Ces pourcentages doivent être calculés en moyenne sur l'année ou sur six mois dans le cas de conversion d'animaux destinés à la production laitière.	RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.4.3.1.a GL
Aliments C1	L'incorporation, dans la ration alimentaire, d'aliments C1 est autorisée à hauteur de 20 % maximum de la ration annuelle, à condition que ces aliments proviennent de l'exploitation. L'incorporation de C1 est possible uniquement pour les prairies et les fourrages pérennes ainsi que pour les protéagineux (100%) semés après le début de la conversion. Sont exclus les céréales fourragères, comme le sorgho, le maïs et les associations céréales-protéagineux. Le pourcentage cumulé des aliments C1 et C2 ne doit pas dépasser 25% de la ration annuelle.	RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.4.3.1.b GL
Aliments non bio	Interdits	RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.4.1
Alimentation des veaux	Les veaux sont nourris de préférence au lait maternel pendant une période minimale de 90 jours. L'utilisation de lait en poudre certifié bio est autorisée, à condition qu'il ne contienne pas de composants chimiques de synthèse ou de composants d'origine végétale. L'allaitement des veaux doit être complété par des éléments fibreux dès l'âge de 2 semaines	RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.4.1.g Règlement d'exécution, article 2



<p>Pâturage</p> 	<p>L'accès au pâturage et la pâture constituent des obligations en production biologique pour les herbivores. La disponibilité suffisante en surfaces de pâture doit constituer un préalable à l'engagement de l'opérateur en bio.</p> <p>Les herbivores ont obligatoirement accès aux pâturages à chaque fois que les conditions le permettent.</p> <p>Les veaux doivent avoir accès au pâturage sauf lorsque les conditions ne le permettent pas (hiver, sécheresse, état du sol...), dès que possible et au plus tard à 6 mois;</p> <p>Si les animaux sont abattus entre 6 et 8 mois, ils doivent avoir eu accès aux pâturages au minimum durant 30 jours sur leur durée de vie sauf conditions exceptionnelles ne le permettant pas.</p> <p>Les bovins mâles de plus d'un an ont accès aux pâturages ou à un espace de plein air.</p> <p>Le pâturage des herbivores non biologiques sur des terres biologiques est possible, à condition de ne pas rester plus de 4 mois par an sur une parcelle bio.</p>	<p>RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.9.1.1 GL</p>
<p>OGM</p>	<p>Interdits</p>	<p>RUE 2018/848 article 11</p>
<p>Autres matières premières non bio</p>	<p>L'huile de foie de morue est autorisée.</p> <p>L'utilisation d'herbes aromatiques et de mélasses non issues de l'agriculture biologique est possible, à condition qu'elles ne soient pas disponibles en bio, qu'elles soient préparées sans solvants chimiques et que leur utilisation soit limitée à 1 % de la ration alimentaire (en % MS des aliments).</p> <p>Les aliments pour animaux d'origine minérale, les oligo-éléments, les vitamines ou les provitamines sont d'origine naturelle.</p> <p>En cas d'indisponibilité en quantité ou en qualité ou s'il n'existe pas d'alternatives, l'utilisation de ces matières premières non biologiques doivent faire l'objet d'une dérogation spécifique.</p>	<p>RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.4.1 Article 24</p> <p>Partie II §1.4.1 i) Article 24</p>
<p>Facteurs de croissance & acides aminés de synthèse</p>	<p>Interdits</p>	<p>RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.4.1</p>

Prophylaxie et soins vétérinaires

Thème	Contenu du cahier des charges	Référence réglementaire
<p>Principes</p> 	<p>La prévention est prioritaire. Les traitements curatifs sont à employer de manière limitée.</p> <p>L'utilisation en préventif de médicaments allopathiques, antibiotiques ou bolus de molécules allopathiques de synthèse est interdite.</p> <p>Les substances destinées à stimuler la croissance ou la production sont proscrites.</p> <p>Les produits homéopathiques, phytothérapeutiques et les oligo-éléments sont à utiliser de préférence aux médicaments vétérinaires allopathiques chimiques de synthèse ou aux antibiotiques.</p>	<p>RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.5.1 Préambule (43)</p>



Traitements allopathiques	Le nombre de traitements allopathiques chimiques de synthèse ne doit pas dépasser : - 3 traitements maximum par an pour les animaux dont le cycle de vie est supérieur à un an (hors vaccinations, antiparasitaires et plans d'éradication obligatoires). - 1 traitement maximum par an pour les animaux dont le cycle de vie est inférieur à un an.	RUE 2018/848 Annexe II Partie II I §1.5.2 Préambule (43)						
Vaccins et antiparasitaires	Ils sont autorisés et ne sont pas comptabilisés comme traitements L'utilisation d'un antiparasitaire allopathique chimique de synthèse doit être justifié par une prescription vétérinaire complétée d'un diagnostic et/ou analyse indiquant la présence de parasites.	RUE 2018/848 Annexe II Partie II I §1.5						
Délai d'attente et enregistrement des pratiques	Le délai d'attente est doublé par rapport au délai d'attente légal. En l'absence de délai légal (zéro jour), il est fixé au minimum à 48 heures. L'ensemble des prescriptions et traitements allopathiques doivent être renseignés dans le registre sanitaire de l'élevage. Les ordonnances vétérinaires sont à conserver.	RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.5.2 Préambule (43)						
Produits de désinfection	Les antiseptiques externes utilisables en élevage biologique doivent répondre aux caractéristiques suivantes : - produit sans délais d'attente - produit à usage externe avec autorisation de mise sur le marché - produit ne contenant aucun antibiotique. Les produits suivants sont également autorisés en élevage biologique: huiles essentielles, teintures mères, alcools, produits simples d'origine minérale (eau oxygénée, sulfate de zinc, dakin, teinture d'iode,...)	RUE 2018/848 Annexe II Partie II § 1.5.2.3/4 GL						
Pratiques d'élevage	<p>La reproduction a recourt à des méthodes naturelles; Toutefois, l'insémination artificielle est autorisée. Les traitements à base d'hormones sont interdits, sauf dans le cas d'un traitement vétérinaire appliqué à un animal individuel (dans ce cas il est comptabilisé comme un traitement). Les autres formes de reproduction artificielles telles que le clonage et le transfert d'embryons ne peuvent pas être utilisés.</p> <p>La castration doit être pratiquée à un âge approprié sous anesthésie et/ou analgésie suffisante par du personnel qualifié.</p> <p>Écornage L'écornage des animaux adultes n'est possible qu'en cas d'urgence vétérinaire dûment justifiée, sous anesthésie. L'écornage ne doit pas être effectué systématiquement mais peut être autorisé au cas par cas par dérogation auprès de l'INAO. Lorsqu'il est pratiqué, l'écornage doit s'effectuer de préférence par ébourgeonnage le plus tôt possible et avant l'âge de 2 mois.</p> <table border="1" data-bbox="373 1585 1219 1818"> <tr> <td data-bbox="373 1585 655 1675">Avant 4 semaines d'âge</td> <td data-bbox="655 1585 946 1675">4 semaines à 2 mois d'âge</td> <td data-bbox="946 1585 1219 1675">Après 2 mois d'âge et avant le sevrage</td> </tr> <tr> <td data-bbox="373 1675 655 1818">Analgésie obligatoire Anesthésie conseillée</td> <td data-bbox="655 1675 946 1818">Anesthésie obligatoire</td> <td data-bbox="946 1675 1219 1818">Interdit sauf urgence vétérinaire Anesthésie obligatoire</td> </tr> </table> <p>L'anesthésie doit être réalisée par un vétérinaire ou toute autre personne qualifiée. L'embarquement et le débarquement des animaux s'effectuent sans utilisation d'un type quelconque de stimulation électrique destinée à contraindre les animaux. L'utilisation de calmants allopathiques avant et durant le trajet est interdite. La durée de transport des animaux d'élevage est réduite au minimum.</p>	Avant 4 semaines d'âge	4 semaines à 2 mois d'âge	Après 2 mois d'âge et avant le sevrage	Analgésie obligatoire Anesthésie conseillée	Anesthésie obligatoire	Interdit sauf urgence vétérinaire Anesthésie obligatoire	<p>RUE 2018/848 Annexe II Partie II § 1.5.2.3/4 GL</p> <p>RUE 2018/848 Annexe II Partie II § 1.3</p> <p>§ 1.7.10</p> <p>§1.7.8</p>
Avant 4 semaines d'âge	4 semaines à 2 mois d'âge	Après 2 mois d'âge et avant le sevrage						
Analgésie obligatoire Anesthésie conseillée	Anesthésie obligatoire	Interdit sauf urgence vétérinaire Anesthésie obligatoire						

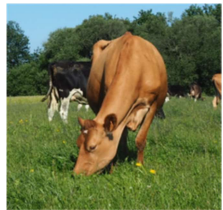


Conditions de logement

Surface minimale des bâtiments Règlement d'exécution 2020/464 ANNEXE I - partie III + Guide de lecture 2022	A l'intérieur		Aire d'exercice*
	Poids vif minimal (kg)	m ² / tête	m ² / tête
Bovins reproducteurs et d'engraissement	Jusqu'à 100	1.5	1.1
	Jusqu'à 200	2.5	1.9
	Jusqu'à 350	4	3
	Plus de 350	5 avec un minimum de 1 m ² /100 kg	3.7 avec un minimum de 0.75 m ² /100 kg
Vaches laitières		6	4.5
Taureaux pour la reproduction		10	30

*Lorsque les installations d'hivernage permettent aux animaux de se mouvoir librement, il peut être dérogé à l'obligation de donner accès à des espaces de plein air pendant les mois d'hiver. (RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.9.1.1 d))

Les aires d'exercice extérieures des bâtiments d'élevage peuvent être partiellement couvertes. Ces notions ne sont pas encore définies au 31/12/2021

Thème	Contenu du cahier des charges	Référence réglementaire
Principes généraux 	<p>Les bâtiments d'élevage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - doivent disposer d'une aération et d'un éclairage naturels satisfaisants, - ne sont pas obligatoires dans les zones où des conditions climatiques appropriées permettent aux animaux de vivre à l'extérieur, - doivent disposer au minimum de 50 % en dur (sans caillebotis) de la surface intérieure minimale exigée par la réglementation. <p>Lorsque les animaux ont accès aux pâturages pendant la période de pacage et que les installations d'hivernage permettent aux animaux de se déplacer librement, il peut être dérogé à l'obligation de donner accès à des espaces de plein air pendant les mois d'hiver.</p> <p>La « période de pacage » est confiée à l'appréciation des OC en fonction de la situation de l'exploitation concernée (géographique et climatique) et l'état du sol.</p>	RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.9.1.2 §1.6 et 1.7 Article 14§3 Règlement d'exécution, article 4 GL
Aires de couchage ou de repos	Confortables, propres et sèches, d'une taille suffisante, avec un sol en dur recouvert de litière (paille ou autres matériaux naturels adaptés et autorisés en bio). Le couchage sans litière sur simple tapis est interdit. Les sols sont lisses mais pas glissants.	RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.9.1.2
Paille litière	<p>La paille bio doit être utilisée de préférence. Faute de disponibilité en paille biologique, il est autorisé à titre exceptionnel d'acheter de la paille conventionnelle à condition qu'elle soit destinée à la litière des animaux et non à leur alimentation.</p> <p>La litière peut être enrichie par des engrais ou amendements autorisés en bio (voir fiche « ANNEXE I intrants »).</p>	RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.9.1.2 GL



Attache des animaux	L'attache ou l'isolement sont interdits sauf pour un temps limité et doivent être justifiés par un vétérinaire (sécurité des personnes, bien-être animal...).	RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.7.5 GL
Finition en bâtiment	La finition en bâtiment est possible uniquement en hiver.	RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.9.1
Logement des veaux	Le logement des veaux âgés de plus d'une semaine en boxes individuels est interdit. Les veaux doivent avoir accès à un espace extérieur dès que possible et au plus tard à l'âge de 6 semaines. Il peut être dérogé à cette obligation en période hivernale lorsque les animaux ont accès aux pâturages pendant la période de pacage.	RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.9.1.2 GL
Produits de nettoyage et de désinfection	Les produits de nettoyage et de désinfection des bâtiments et installations d'élevage sont utilisables selon une liste autorisée en agriculture biologique.	RUE 2018/848 Annexe II Partie II §1.5.1 Préambule (43)

Pour plus d'information sur le cahier des charges de l'agriculture biologique, contactez un organisme certificateur.

Pour des informations sur la conversion contactez Ludivine Mignot, chargée de mission AB à la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques :
06 24 44 00 27 – l.mignot@pa.chambagri.fr

